

Registre des activités de traitement de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Savoie

Mise à jour le : 24/04/2024

Liste des services

Services relevant de M. le secrétaire général de la préfecture

Direction de la citoyenneté et de l'immigration (DCI)

Page 4

Responsable : M. DURAN. Tél : 04 50 33 60 01. Courriel : jean-pierre.duran@haute-savoie.gouv.fr)

Bureau de l'asile et de l'éloignement (BAE)

Bureau de l'accueil et du séjour des étrangers (BASE)

Bureau de la citoyenneté et des activités réglementé (BCAR)

Bureau du contentieux des étrangers (BCE)

Direction des relations avec les collectivités locales (DRCL)

Page 36

Responsable : Mme CHAMPARNAUD. Tél : 04 50 33 61 53. Courriel : veronique.champarnaud@haute-savoie.gouv.fr

Bureau des affaires foncières et de l'urbanisme (BAFU)

Bureau des concours financiers (BCF)

Bureau du contrôle de légalité et budgétaires (BCLB)

Mission de coordination interministérielle (MCI)

Page 41

Responsables pour leurs attributions respectives :

M. AYMA. Tél : 04 50 33 61 17. Courriel : francois.ayma@haute-savoie.gouv.fr

Mme DECLERIEUX. Tél : 04 50 33 61 30. Courriel : camille.declerieux@haute-savoie.gouv.fr

M. GEYMANN. Tél : 04 50 33 61 37. Courriel : gregory.geymann@haute-savoie.gouv.fr

Référente fraude

Page 42

Responsable : Mme MELIAND. Tél : 04 50 33 60 69. Courriel : marie.meliand@haute-savoie.gouv.fr

Services relevant de Mme la directrice de cabinet

Direction des sécurités

Page 43

Responsable : Mme FATMI. Tél : 04 50 33 60 70. Courriel : melanie.fatmi@haute-savoie.gouv.fr

Bureau des polices administratives (BPA)

Bureau de la sécurité intérieure (BSI)

Service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC)

Bureau de la représentation et de la communication de l'État et secrétariats particuliers

Responsable : Mme PELLUET. Tél : 04 50 33 64 47. Courriel : joanna.pelluet@haute-savoie.gouv.fr

Page 57

Secrétariat général commun

Page 65

Responsable : M. BERTHELOT Tél : 04 50 33 19 04. Courriel : herve.berthelot@haute-savoie.gouv.fr

Sous-préfectures

Sous-préfecture de Bonneville

Page 66

Responsable : M. LAURAIN Tél : 04 50 97 83 84. Courriel : benjamin.laurain@haute-savoie.gouv.fr

Sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois

Page 67

Responsable : Mme LOISEAU. Tél : 04 50 35 37 08. Courriel : frederique.loiseau@haute-savoie.gouv.fr

Sous-préfecture de Thonon-les-Bains

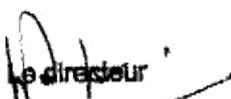
Page 75

Responsable : Mme BAILLY. Tél : 04 50 81 15 73. Courriel : anne-gaelle.bailly@haute-savoie.gouv.fr

Direction de la Citoyenneté et de l'Immigration (DCI)

Responsable des traitements : M. Jean-Pierre DURAN

Signature :


Le directeur
Jean-Pierre DURAN

Bureau de l'Asile et de l'Éloignement (BAE)

Activité n°1 : Suivi des étrangers incarcérés

Finalités	
Finalité 3	Suivi des étrangers incarcérés
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements Instruction ministérielle du 29/09/2020
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont n° AGDREF, n° écrou), coordonnées personnelles et professionnelles, pièces justificatives (photocopie passeport, visa, titre de séjour, justificatif de domicile). Date de fin de validité titre de séjour ou passeport
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité, situation familiale, composition du foyer)
	Date et nature d'une décision administrative (refus de séjour, oqtf, assignation à résidence)
	Infractions et condamnations (B 2, casier judiciaire étranger) ; comportement de l'étranger au regard de l'ordre public ; date de remise en liberté
	Données sensibles : santé (antécédents médicaux et si demandeur présente une situation d'handicap ; suivi donné par l'OFII)
	Eléments juridictionnels (juridiction, n° de recours, décision de la juridiction rendue)
	Données de localisation (lieu d'incarcération de l'étranger détenu ; centre de rétention administratif où l'étranger est placé ; adresse assignation à résidence)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Administration pénitentiaire (greffe de la maison d'arrêt de Bonneville, service pénitentiaire d'insertion et de probation)
	Gendarmerie (en cas d'escorte)
	Police aux frontières (unité centrale d'identification + PAF Chamonix en cas de notification de mesure administrative)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non

Durée de conservation prévue	
	Selon le CESEDA
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	02/01/2024

Activité n°2 : Suivi des demandes d'asile (hors GUDA)

Finalités	
Finalité 3	Suivi des demandes d'asile (hors GUDA)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont n° AGDREF), coordonnées personnelles, dates validité attestation de demande d'asile, date d'envoi, numéro de suivi postal
Catégories de destinataires	
	Service interne
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Selon le CESEDA
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	02/01/2024

Bureau de l'Accueil et du Séjour des Étrangers (BASE)

Activité n°1 : Étrangers – Séjour 1

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de visas retour
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°20046374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers pour lesquels un consulat français sollicite un avis préfectoral dans le cadre de la procédure de visa de retour
Catégories de données traitées	
	nom/prénom, nationalité, n° Agdref, date de la demande des autorités consulaires françaises, date de l'avis du préfet, sens de l'avis : favorable ou défavorable,
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	2 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°2 : Étrangers – Séjour 2

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de visas de réunification familiale
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°20046374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers pour lesquels un consulat français sollicite un avis préfectoral et une vérification sécuritaire dans le cadre de la procédure de délivrance d'un visa pour réunification familiale
Catégories de données traitées	
	nom/prénom, nationalité, n° Agdref, date de la demande des autorités consulaires françaises, date de l'avis du préfet, sens de l'avis : favorable ou défavorable,
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	3 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°3 : Étrangers – Séjour 3

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de prolongation de visas
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers qui ont sollicité une prolongation de leur visa de court séjour (- de 90 jours)
Catégories de données traitées	
	n° d'enregistrement, nom/prénom, nationalité, n° Agdref, date de la demande, date de la décision, sens de la décision : favorable ou défavorable, observations
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	2 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°4 : Étrangers – Séjour 4

Finalités	
Finalité 1	Suivi des refus de délivrance des cartes de séjour mention « retraité »
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers faisant l'objet d'un refus de carte de retraité
Catégories de données traitées	
	nom/prénom, nationalité, n° Agdref, date de la demande, date de notification du refus, nom de l'instructeur, observations
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	2 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°5 : Étrangers – Séjour 5

Finalités	
Finalité 1	Suivi des fraudes suspectées ou considérées
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers pour lesquels une fraude ou une tentative de fraude a été identifiée
Catégories de données traitées	
	date de la détection, initiales de l'instructeur, base réglementaire, nom/prénom du demandeur du titre de séjour, nationalité du fraudeur présumée, n° Agdref, type de document frauduleux détecté (étranger ou français), circonstance de la détection de la fraude
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
	Référent fraude
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	3 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°6 : Étrangers – Séjour 6

Finalités	
Finalité 1	Suivi des droits de régularisation
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers s'acquittant du droit de régularisation
Catégories de données traitées	
	date d'enregistrement, nom/prénom, nationalité, n°Agdref, motif de la demande, date de la délivrance du titre de séjour, montant du visa de régularisation, nom de l'instructeur, observations
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	2 ans.
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°7 : Étrangers – Séjour 7

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de titre de séjour « étrangers malade »
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers ayant exercé une demande de titre en qualité d'étranger malade
Catégories de données traitées	
	n°Agdref, nom/prénom, statut : malade ou parent(s) d'enfant malade, 1ère demande ou demande de renouvellement, dates de saisine et de réponse de l'OFII, sens de l'avis, durée du traitement médical selon l'avis de l'OFII, décision préfectorale
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	1 an à compter de la délivrance du titre de séjour
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°8 : Étrangers – Séjour 8

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes d'admission exceptionnelle au séjour
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers ayant exercé une demande d'admission exceptionnelle au séjour
Catégories de données traitées	
	nom/prénom, date de naissance, nationalité, n°Agdref, adresse, type de demande, état de l'instruction, date de la décision, type de décision, nom de l'instructeur, observations
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Temps d'instruction + 4 ans à compter de la délivrance du titre de séjour
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°9 : Étrangers – Séjour 9

Finalités	
Finalité 1	Numérotation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et suivi des OQTF à rédiger
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers étrangers faisant l'objet d'une mesure d'obligation de quitter le territoire français
Catégories de données traitées	
	n° d'arrêté préfectoral, date, mesure d'interdiction de retour associée ou non, nom/prénom, nationalité, n° Agdref, nom de l'instructeur, type de mesure, observations
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	22/12/2023

Activité n°10 : Étrangers – Séjour 10

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de titre de séjour concomitantes
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Demandeurs d'asile ayant exercé une demande de titre de séjour de manière concomitante, et dans le délai requis suite au dépôt de leur demande d'asile
Catégories de données traitées	
	Nom et prénoms usager, n° AGDREF, nationalité, date dépôt de la demande d'asile au GUDA , données relatives au suivi de la demande d'asile, sens avis OFII pour les demandes étrangers malades
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	10/01/2024

Activité n°11 : Étrangers – Séjour 11

Finalités	
Finalité 1	Suivi des demandes de titre de séjour pour un étranger bénéficiaire d'une protection internationale
Bases de licéité	
RGPD	Oui - art.6 1
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugié ou de protégé (protection subsidiaire)
Catégories de données traitées	
	Nom et prénoms usager, n° AGDREF, nationalité, données relatives au suivi de la demande d'asile, adresse électronique et téléphone de l'utilisateur
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement (cadres et agents)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Accès restreint.
Date de dernière mise à jour	10/01/2024

Bureau de la Citoyenneté et des Activités Réglementées (BCAR)

Activité n°1 : Police administrative : délivrance de l'agrément
garde chasse, pêche, particulier, forestier et voirie.

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, coordonnées personnelles du garde
	Coordonnées concernant les associations pétitionnaires
	Arrêté préfectoral et échéance de l'agrément
Source des données	Personne concernée Hiérarchie du demandeur (association, mairie)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée, ou par un tiers (association, mairie le cas échéant), est obligatoire pour l'instruction de la demande d'agrément.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans après la cessation d'activité
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité n°2 : Réglementation générale

Activité 2.1 – Délivrance des habilitations funéraires

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, coordonnées personnelles du responsable de l'entreprise
	Coordonnées concernant l'entreprise
	Validité de l'habilitation
Source des données	Responsable de l'entreprise
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par l'entreprise, est obligatoire pour l'instruction de la demande d'habilitation.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	Validité de la liste des entreprises habilitées
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.2 – Délivrance du titre maître restaurateur

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur
	Coordonnées de l'établissement d'emploi
	Décision préfectorale
Source des données	Personne concernée Hiérarchie du demandeur (responsable de l'établissement d'emploi)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée, ou par un tiers (responsable de l'établissement), est obligatoire pour l'instruction de la demande du titre.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	Validité de la liste des maîtres restaurateurs
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.3 – Délivrance de l’agrément aux sociétés de domiciliation d’entreprise

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l’administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur
	Raison sociale entreprise (dénomination, adresse)
	Agrément préfectoral et échéance de l’agrément
Source des données	Demandeur (responsable de l’entreprise)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l’instruction de la demande d’agrément.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	Validité de la liste des sociétés agréées
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.4 – Déclaration des hébergements collectifs

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur (responsable de l'hébergement)
	Coordonnées concernant la société et l'hébergement
	Validité de la déclaration
Source des données	Demandeur (responsable de l'hébergement)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par le demandeur est obligatoire pour l'instruction de la déclaration.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.5 – Opposition de sortie de territoire : suivi des demandes pour radicalisation ou litiges familiaux

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Demandeur (parent)
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, coordonnées personnelles du demandeur
	Décision préfectorale
Source des données	Demandeur
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par le demandeur est obligatoire pour l'instruction de la demande.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	1 an à compter de la radiation au FPR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.6 – Suivi des transmissions de fonds de dossiers CNI / passeport

Finalité	Finalité statistique
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Demandeur (police, gendarmerie, CERT)
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité de la personne demandée
	Coordonnées du service requérant
Source des données	Demandeur
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par le demandeur est obligatoire pour traiter la demande.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	N/C
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	<i>10/01/2024</i>

Activité 2.7 – Service national (recensement) : suivi des demandes d’option des jeunes binationaux pour le service nationale

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l’administration
Catégories de données traitées	Identité, date et lieu de naissance du demandeur
	Date de déclaration
Source des données	Personne concernée ou ses parents
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée, ou par un tiers (parents), est obligatoire pour l’instruction de la déclaration.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 2.8 – Tourisme : délivrance de la carte de guide conférencier

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistique
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur
	Date délivrance
Source des données	Personne concernée
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l'instruction de la demande de délivrance.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité n°3 : Sécurité routière – gestion des professions réglementées

Activité 3.1 – Délivrance des cartes professionnelles Taxis / VTC et reconnaissance d'aptitude médicale

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, date de naissance, adresse, B2 du casier judiciaire/solde de points du demandeur
	Délivrance préfectorale et durée validité
Source des données	Personne concernée
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l'instruction de la demande de délivrance.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	<i>10/01/2024</i>

Activité 3.2 – Délivrance de l’agrément aux gardiens de fourrières

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l’administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur
	Raison sociale entreprise (dénomination, adresse)
	Échéance de l’agrément
Source des données	Personne concernée (responsable de l’entreprise)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l’instruction de la demande d’agrément.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	Validité de la liste des gardiens agréés
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 3.3 – Délivrance des habilitations au système d'immatriculation des véhicules

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Pétitionnaires
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité du demandeur
	Raison sociale entreprise (dénomination, n° RCS, adresse)
	Délivrance habilitation
Source des données	Personne concernée (responsable de l'entreprise)
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l'instruction de la demande d'habilitation.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et agents en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité n°4 : Point d'accueil numérique (PAN)

Activité 4.1 – Suivi du flux d'utilisateurs du PAN

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Utilisateurs
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, coordonnées personnelles de l'utilisateur
Source des données	Personne concernée
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour le suivi du flux d'utilisateurs notamment dans le cadre des engagements qual-e-pref
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et contrôleur de gestion)
	Auditeur qualité (consultation)
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	N/C
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	<i>10/01/2024</i>

Activité 4.2 – Établissement de mandats autorisant de « faire à la place de »

Finalité	Exercice de la mission dont finalité statistiques
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Usagers
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, date de naissance, coordonnées personnelles de l'utilisateur
Source des données	Personne concernée
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour l'établissement du mandat lorsqu'elle souhaite que le médiateur numérique effectue la démarche en son nom.
Catégories de destinataires des données	Interne (médiateurs numériques uniquement, cadres)
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	N/C
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	<i>10/01/2024</i>

Activité n°5 : Élections

Activité 5.1 – Paiement des personnes employées à la gestion des élections / à la mise sous plis

Finalité	Indemnisation pour service fait
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Fonctionnaires, contractuels
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Matricule, identité et n°Insee
Source des données	Personne à indemniser
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour le versement de l'indemnité.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et gestionnaires RH en charge du traitement des dossiers)
	Autres administrations (services centraux pour validation des états, SGAMI)
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	N/C
Durée de conservation prévue	10 ans s'agissant du document de suivi maître, ramené à 2 ans s'il s'agit de la copie conservée au SGCD/SAF
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Activité 5.2 – Suivi des remboursements de propagande

Finalité	Traitement des remboursements aux candidats
Bases de licéité	RGPD Article 6 1 (e)
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Candidats aux élections politiques
	Collaborateurs de l'administration
Catégories de données traitées	Identité, coordonnées personnelles et bancaires, n° Insee
Source des données	Candidat à rembourser
Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données	La fourniture des données par la personne concernée est obligatoire pour le traitement du remboursement.
Catégories de destinataires des données	Interne (cadres et gestionnaires budgétaires en charge du traitement des dossiers)
Existence de transferts de données hors UE	Pas de transfert de données hors UE ou vers une organisation internationale
Prise de décision automatisée	N/C
Durée de conservation prévue	10 ans s'agissant du document de suivi maître, ramené à 2 ans s'il s'agit de la copie conservée au SGCD/SAF
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
<i>Date de dernière mise à jour</i>	10/01/2024

Bureau du contentieux des étrangers (BCE)

Aucune donnée transmise

**Direction des relations
avec les collectivités locales
(DRCL)**

Responsable des traitements : Mme Véronique CHAMPARNAUD

Signature :

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'V. Champarnaud', written over a horizontal line.

Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme (BAFU)

Activité n°1 : Contrôle de légalité

Finalités	
Finalité 1	Exercice du contrôle de légalité
Finalité 2	Suivi des personnes aptes à exercer les fonctions de commissaire enquêteur
Finalité 3	Suivi des dossiers d'urbanisme (liste des membres CDAC)
Finalité 4	
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public (article 6, 1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	Article 72 de la Constitution Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	<ul style="list-style-type: none"> - Maires - Président et élus du conseil départemental - Présidents et directeurs des EPCI et syndicats mixtes - Membres de la commission départementale d'aménagement commercial - Elus membre de la Commission départementale de coopération intercommunale - Candidats et personnes nommées aux fonctions de commissaires enquêteurs
Catégories de données traitées	Noms, prénoms,
	Coordonnées personnelles
	Date et lieu de naissance
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement / agents de la DRCL
	Services déconcentrés de l'Etat
	Association des maires du département
	Collectivités territoriales du département

	CAUE Haute Savoie
	Tribunal administratif de Grenoble
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	Conservation pendant l'effectivité des fonctions conditionnant la collecte des données
	10 ans pour la liste des commissaires enquêteurs
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/02/24

Bureau des Concours Financiers (BCF)

Activité n°1 : Versement subventions de l'État aux collectivités – Dépôt des dossiers sur une plateforme locale dématérialisée « démarches simplifiées »

Finalités	
Finalité 1	Pouvoir contacter un référent technique dans une collectivité qui a déposé le dossier de demande de subvention si besoin d'informations complémentaires
Finalité 2	
Finalité 3	
Bases de licéité	
RGPD	Oui
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Enumérer les éventuels actes législatifs ou réglementaires autorisant spécifiquement les traitements, notamment en titre III
Catégories de personnes concernées	Personnel des collectivités (référénts techniques des dossiers)
Catégories de données traitées	
	Nom, prénom, tél et adresse mail
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement – DRCL et services instructeurs (DDT,DDFIP, conseil départemental...)
Existence de transferts de données hors UE	non
Durée de conservation prévue	Conservation 12 mois. Les dossiers sont ensuite supprimés de la plateforme dématérialisée.
Mesures de sécurité	Accès limité aux services instructeurs de l'État et du conseil départemental
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	Février 2024

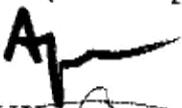
Bureau du contrôle de légalité et budgétaire (BCLB)

Pas de traitement à recenser

Mission de coordination interministérielle (MCI)

Responsables des traitements (chacun pour leurs attributions) :

M. François AYMA



Mme Camille DECLERIEUX



M. Gregory GEYMANN

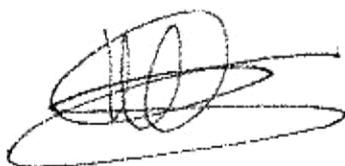


Signatures

Référente fraude

Responsable des traitements : Mme Marie MELIAND

Signature :

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Direction des sécurités

Responsable des traitements : Mme Mélanie FATMI

Signature :

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bureau des Polices Administratives (BPA)

Activité n°1 : Polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des suspensions de permis de conduire
	Tableau de suivi des agréments des médecins et centres psychotechniques
	Police administrative (suspension du permis de conduire, commissions médicales, récupération de points etc.)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c et e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
	Arrêté du 20/02/2012 autorisant "ARES"
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
	Professionnels de santé
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, justificatifs...
	Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements (hiérarchie et fonctionnaires internes au bureau)
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue.
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Candice ÉTIENNE

Activité n°2 : Débits de boissons et établissements assimilés

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des licences des débits de boissons, transferts de licences, fermetures tardives
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, justificatifs...
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons)
	Données concernant les débits de boissons (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
	Données de localisation
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements (hiérarchie et fonctionnaires internes au bureau)
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue.
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Véronique CHAVASSE-FRETAZ

Activité n°3 : Polices municipales

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des polices municipales
Finalité 2	Tableau de suivi des agréments des polices municipales
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, justificatifs...
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons)
	Données de localisation (lieu d'affectation...)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements (hiérarchie et fonctionnaires internes au bureau)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue.
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Véronique CHAVASSE-FRETAZ

Activité n°4 : Armes

Finalités	
Finalité 1	Suivi des autorisations de ports d'armes des agents de l'ONF (ou autres organismes)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, justificatifs...
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
	Données de localisation (lieu d'affectation...)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements (hiérarchie et fonctionnaires internes au bureau)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue.
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Benoît BRASSART

Bureau de la Sécurité Intérieure (BSI)

Activité n°1 : Hospitalisation en soins psychiatriques

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des hospitalisations sans consentement
Finalité 2	Tableau de suivi des admissions et sorties en soins psychiatriques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Patients (personnes présentant une menace à l'ordre public)
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles,
	Données sensibles : santé (personnes hospitalisées sous contrainte), potentiellement tout type de données sensibles (notamment pour les déclarations de manifestations selon leur objet), prévention de la radicalisation (situation au FSPRT, opinions politiques, philosophiques, politiques, convictions religieuses)
	Données de localisation (lieu de déplacement des patients lors des sorties ou programme de soins, lieu de stationnement de caravanes)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (ARS, hôpitaux psychiatriques, mairies, communautés d'agglomération, service départemental d'incendie et de secours) / tribunaux
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Sophie LAROCHE

Activité n°2 : Prévention de la délinquance et de la radicalisation

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi du Groupe d'Evaluation Departemental (GED)
Finalité 2	Tableau Cellule de Suivi et d'Accompagnement des Familles
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Oui (lutte contre la radicalisation)
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
	Décret n° 2007-914 du 15/5/2007 modifié par décret n°2018-378 le 22/05/2018
	Circulaire du 29/04/2014
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles,
	Photos
	Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)
	Données sensibles : santé (personnes hospitalisées sous contrainte), potentiellement tout type de donnée sensibles (notamment pour les déclarations de manifestations selon leur objet), prévention de la radicalisation (situation au FSPRT, opinions politiques, philosophiques, politiques, convictions religieuses)
	Données d'infractions, condamnations pénales, extrait du casier judiciaire
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (ARS, hôpitaux psychiatriques, mairies, communautés d'agglomération, service départemental d'incendie et de secours) / tribunaux
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Grégory BOUVIER

Activité n°3 : Sûreté aéroportuaire et portuaire

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des habilitations portuaires et aéroportuaires
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
	Arrêté du 18 juin 2008 (portuaire) et Arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles,
	Données de localisation (lieu de déplacement des patients lors des sorties ou programme de soins, lieu de stationnement de caravanes)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Jessica BOQUET

Activité n°4 : Enquêtes administratives

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des enquêtes administratives
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles,
	Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)
	Données d'infractions, condamnations pénales, extrait du casier judiciaire
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Sophie LAROCHE

Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC)

Activité n°1 : Annuaire opérationnels

Finalités	
Finalité 1	Annuaire opérationnel ORSEC
Finalité 2	Alerteur
Finalité 3	Liste de diffusion opérationnelle thématique
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Services de l'État
	Collectivités territoriales
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Service en charge des règlements/suivi
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Angélique AQUILINA-AUBRY

Activité n°2 : Explosifs, activités pyrotechniques et artificiers

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des agréments des artificiers
Finalité 2	Tableau de suivi des habilitations aux transports et au tir d'explosifs
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Données de localisation (pour les carrières d'où proviennent les artifices, lieu d'utilisation projetée pour les explosifs)
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Service national des enquêtes administratives de sécurité
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Luc THOUVENOT

Activité n°3 : Sécurité civile et incendie

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des formations de sécurité civile
Finalité 2	Tableau de suivi des indemnisations des membres de jurys de secourisme
Finalité 3	Tableau de suivi des agréments des associations agréées de sécurité civile
Finalité 4	Tableau de suivi des correspondants incendie et secours
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Membres des jurys, conseils et commissions
	Usagers (candidats)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Service en charge des règlements/suivi
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Stephen BOUTHEGOURD et Maxime DELOLME

Activité n°4 : Manifestations sportives

Finalités	
Finalité 1	Tableau de suivi des manifestations sportives
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de drones, lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données de localisation (pour les carrières d'où proviennent les artifices, lieu d'utilisation projetée pour les explosifs)
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Service en charge des règlements/suivi
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Corinne BROGLI

Activité n°5 : Secret de la défense nationale

Finalités	
Finalité 1	Gestion des habilitations
Finalité 2	Enquêtes administratives
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (c)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Usagers (candidats)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre économique et financier
	Données d'infractions, condamnations pénales, extrait du casier judiciaire
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Service national des enquêtes administratives de sécurité
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023 – Angélique AQUILINA AUBRY

**Bureau de la représentation et de la
communication de l'État
et secrétariats particuliers
du corps préfectoral (BRCE)**

Responsable des traitements : Mme Joanna PELLUET

Signature :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Pelluet', with a long horizontal flourish extending to the right.

Activité n°1 : Représentation de l'État – tableau protocolaire

Finalités	
Finalité 1	Protocole, déplacements et cérémonies officielles
Finalité 2	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Élus
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle (adresse postale)
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	Agents du BRCE
Existence de transferts de données hors UE	non
Durée de conservation prévue	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/03/2024

Activité n°2 : Représentation de l'État – tableau de contact des personnalités du département pour la cérémonie des VŒUX

Finalités	
Finalité 1	Relations avec les élus du département
Finalité 2	Protocole, déplacements et cérémonies officielles
Finalité 3	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Photos
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Agents du BRCE
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/03/2024

Activité n°3 : Représentation de l'État – tableau de contacts des associations culturelles

Finalités	
Finalité 1	Relations avec la société civile (représentants du culte)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Responsables et membres du conseil d'administration d'associations culturelles
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Selon les besoins (dossiers de décorations, relations avec les élus ou les associations...), données dites sensibles : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, santé, sexualité.
Catégories de destinataires	
	Agents du BRCE
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/03/2024

Activité n°4 : Représentation de l'État – tableau de contact des maires

Finalités	
Finalité 1	Remontée des résultats des élections
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Élus
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle (adresse postale, portable personnel)
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	Agents du BRCE
Existence de transferts de données hors UE	non
Durée de conservation prévue	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/03/2024

Activité n°5 : Représentation de l'État – dossiers de traitement des distinctions honorifiques

Finalités	
Finalité 1	Distinctions honorifiques
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Infractions et condamnations
Catégories de destinataires	
	Agents du BRCE, agents des Ministères concernés
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Pas de durée de conservation prévue
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/03/2024

Activité n°6 : Communication

Finalités	
Finalité 1	Gestion du site internet de la Préfecture
Finalité 2	Gestion des comptes du Préfet sur les réseaux sociaux (twitter-Linkedin)
Finalité 3	Rédaction de lettres d'informations (gestion des abonnés)
Finalité 4	Communication de crise
Finalité 5	Relations avec la presse (gestion des demandes presse et des accréditations presse dans le cadre des déplacements du préfet et des visites officielles)
Finalité 6	Établissement de statistiques internes (contrôle de gestion et tableaux de suivi de l'activité mensuelle)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e) (missions d'information générale du public et de gestion des crises) et (f) (connaître le lectorat de ses publications pour mieux cibler ses actualités)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Particuliers
	Professionnels (rédactions, services de l'État, forces de secours et de sécurité, collectivités, entreprises privées)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Vie personnelle (dans le cadre des messages reçus par la préfecture, si la personne qui écrit en fait état)
	Vie professionnelle (employeurs) (dans le cadre des relations avec la presse ou si cela a été communiqué dans le formulaire de contact)
	Photos
	Potentiellement, données dites sensibles en fonction de la nature des contenus publiés sur internet ou des éléments portés à la connaissance de l'administration par la personne qui remplit le formulaire de contact : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, santé, sexualité. Ces données ne sont pas conservées.
	Données numériques (ex : adresse IP)
Catégories de destinataires	
	Service communication
	Cabinet du Préfet
	Autres administrations du département

	Ministères (dont cabinets)
	Internautes (pour les publications)
Existence de transferts de données hors UE	
	Oui (réseaux sociaux situés notamment aux Etats-Unis et en Chine)
Durée de conservation prévue	
	5 ans pour la partie statistique. Pour les demandes presses, archivage tous les 2 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	07/02/2024

Secrétariat général commun

Aucune donnée transmise

Responsable des traitements : M. Hervé BERTHELOT

Signature :

A handwritten signature in blue ink, appearing to be the initials 'H.B.' followed by a horizontal stroke.

Sous-préfecture de Bonneville

Responsable des traitements : M. Benjamin LAURAIN

Signature :



Activité n°1 : Représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Relation avec les élus de l'arrondissement
Finalité 2	Relation avec la société civile
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Activité n°2 : Sécurité routière

Finalités	
Finalité 1	Police administrative (suspension du permis de conduire, commissions médicales, récupération de points etc.)
Finalité 2	Gestion des habilitations (SNPC/ODAC)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Automobilistes particuliers
	Agents instructeurs
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Données concernant des infractions et des condamnations
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autorités judiciaires
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Activité n°3 : Polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Débites de boissons et établissements assimilés
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées,
	Type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (mairies)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Activité n°4 : Réglementation générale

Finalités	
Finalité 1	Revendeurs d'objets mobiliers
Finalité 2	Laissez-passers mortuaires
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles,
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Activité n°5 : Ressources humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Oui Article 6 (1) c le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment : - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) Article 6 (1) f le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, etc.)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de	

conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Activité n°6 : Étrangers

Finalités	
Finalité 1	Suivi des naturalisations (cérémonies et remise des décrets)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	– Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Réциpiendaires
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

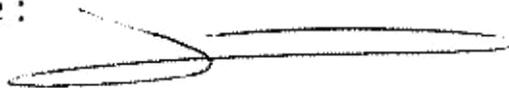
Activité n°7 : Élections – vie locale

Finalités	
Finalité 1	Suivi des candidatures aux élections municipales
Finalité 2	Mise à jour du tableau des conseils municipaux
Finalité 3	Répertoire des EPCI et syndicats
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	- décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Elus et candidats
	Fonctionnaires territoriaux
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/04/2024

Sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois

Responsable des traitements : Mme Frédérique LOISEAU

Signature :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke.

Activité n°1: Représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Relation avec les élus de l'arrondissement
Finalité 2	Relation avec la société civile
Finalité 3	
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services internes en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Activité n°2: Sécurité Routière

Finalités	
Finalité 1	Gestion des professions réglementées (cartes jaunes)
Finalité 2	Police administrative (suspension du permis de conduire, commissions médicales jusqu'en septembre 2018)
Finalité 3	Gestion des habilitations (SNPC/ODAC)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Chauffeurs professionnels
	Professionnels de santé
	Automobilistes particuliers
	Agents instructeurs
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Données dites sensibles : santé
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre financier
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autorités judiciaires
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Activité n°3: Polices Administratives

Finalités	
Finalité 1	Débits de boissons et établissements assimilés
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, justificatifs
	Type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (mairies)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Activité n°4: Réglementation générale

Finalités	
Finalité 1	Revendeurs d'objets mobiliers
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles,
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Activité n°5: Ressources Humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Finalité 5	Alerte des familles des agents en cas d'accident
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Oui Article 6 (1) c le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment : Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) Article 6 (1) f le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, etc.)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	

	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Activité n°6: Étrangers

Finalités	
Finalité 1	Suivi des naturalisations (cérémonies et remise des décrets)
Finalité 2	Échanges de permis de conduire (jusqu'à décembre 2019)
Bases de licéité	
RGD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers et membres de sa famille
	Réциpiendaires
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non définie</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	01/15/24

Sous-préfecture de Thonon-les-Bains

Responsable des traitements : Mme Anne-Gaëlle BAILLY

Signature :



Activité n°1: Représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Relation avec les élus de l'arrondissement
Finalité 2	Relation avec la société civile
Finalité 3	
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023

Activité n°2: Sécurité Routière

Finalités	
Finalité 1	Gestion des professions réglementées (cartes jaunes)
Finalité 2	Police administrative (suspension du permis de conduire, commissions médicales, récupération de points etc.)
Finalité 3	Gestion des habilitations (SNPC/ODAC)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Chauffeurs professionnels
	Professionnels de santé
	Automobilistes particuliers
	Agents instructeurs
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Données dites sensibles : santé
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre financier
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autorités judiciaires
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023

Activité n°3: Polices Administratives

Finalités	
Finalité 1	Débits de boissons et établissements assimilés
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées,
	Type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (mairies)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023

Activité n°4: Réglementation générale

Finalités	
Finalité 1	Revendeurs d'objets mobiliers
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers
	professionnels
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles,
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023

Activité n°5: Ressources Humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Oui Article 6 (1) c le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment : - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) Article 6 (1) f le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, etc.)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>

Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023

Activité n°6: Étrangers

Finalités	
Finalité 1	Suivi des naturalisations (cérémonies et remise des décrets)
Finalité 2	Échanges de permis de conduire (2017 à 2020)
Finalité 3	Suivi de la délivrance des TIR -DCEM (2017 à 2020)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	– Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers et membres de sa famille
	récipiendaires
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité)
Catégories de destinataires	
	Personnes concernées
	Services en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Non défini</i>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/12/2023